un permis à l'égard d'un plus grand nombre de homardiers qu'il n'en avait d'immatriculés auprès du ministère des Pêches l'an dernier. Le ministère consignera tout changement de propriété. Tout nouveau propriétaire doit dans les trente jours faire porter sur le registre du ministère l'achat d'un homardier, sous peine de perdre son précieux privilège de pêche du homard.

4. Les mesures exposées à la réponse n° 3 empêcheront la centralisation des opérations de pêche du homard.

5. La nouvelle politique de délivrance de permis fera l'objet d'une révision en 1970 et des révisions auront lieu selon les besoins. Le principe de la libre entreprise est sauvegardé puisque celui qui peut acquérir un bateau de pêche du homard faisant l'objet d'un permis peut avoir accès à cette pêche à condition que cela n'entraîne aucune augmentation du nombre de homardiers.

LE CUISINIER-MATELOT À BORD DU PATROUILLEUR DES PÊCHERIES

Question n° 1886—M. Crossman:

1. A-t-on comblé récemment le poste de cuisinier-matelot à bord du patrouilleur du ministère des Pêches portant le numéro matricule 11A 5831?

2. Dans l'affirmative, quels sont le nom et l'adresse du titulaire du poste?

3. A-t-on fait appel au ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'immigration pour combler ce poste?

4. Quels sont les noms et adresses des personnes qui ont postulé l'emploi?

5. A-t-on accordé la préférence à ceux qui demeureraient à proximité de la zone de patrouille du bateau?

6. Dans la négative, pourquoi?

M. Eugene Whelan (secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Forêts): 1. Oui.

2. Robert R. Cameron, R.R. 1, Pugwash (Nouvelle-Écosse).

3. Non.

4. Sans objet.

5. Non.

6. On a accordé la préférence à M. R. R. Cameron parce qu'il avait déjà été à l'emploi du ministère, quoique à un autre titre, et parce qu'on s'était déjà engagé à lui trouver un autre emploi.

LES IMPORTATIONS DE PÉTROLE À L'OUEST DE LA VALLÉE DE L'OUTAOUAIS

Question n° 1895—M. Mahoney:

Pour chacun des mois compris dans la plus récente période de 24 mois pour laquelle des chiffres sont maintenant disponibles, quelle quantité de produits raffinés du pétrole a été importée ou transportée dans la partie du Canada qui se trouve à l'ouest de la vallée de l'Outaouais?

[M. Whelan.]

L'hon. Otto E. Lang (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): L'Office national de l'énergie déclare ce qui suit: Selon les rapports qui ont été fournis à l'Office national de l'énergie, on a introduit dans les régions 3, 4, 5 et 6 du Canada, par transport intérieur ou par importation, les quantités suivantes de produits raffinés du pétrole:

	1967	1968
	(barils)	
Janvier	983,603	1,087,796
Février	589,956	1,714,044
Mars	508,710	1,371,334
Avril	1,949,728	2,131,354
Mai	2,652,455	2,814,153
Juin	3,063,393	2,173,181
Juillet	2,896,561	1,834,079
Août	2,753,951	3,839,635
Septembre	1,532,897	2,869,541
Octobre	3,712,325	3,657,412
Novembre	3,006,786	2,911,501
Décembre	2,116,451	1,972,606
Total	25,766,816	28,376,636

Les régions 3, 4, 5 et 6 englobent l'ensemble du territoire canadien, à l'exception de la région 1, qui comprend les provinces de l'Atlantique, et de la région 2, qui comprend la province de Québec et la partie de l'Ontario située à l'est de la ligne de démarcation de la vallée de l'Outaouais.

LES IMPORTATIONS DE PÉTROLE À L'EST DE LA VALLÉE DE L'OUTAOUAIS

Question n° 1896—M. Mahoney:

Quelle a été, en 1968, la consommation quotidienne moyenne de produits raffinés du pétrole, dans la partie du Canada qui se trouve à l'est de la vallée de l'Outaouais?

L'hon. Otto E. Lang (ministre suppléant de l'Énergie, des Mines et des Ressources): L'Office national de l'énergie déclare ce qui suit: La consommation quotidienne estimative de produits raffinés du pétrole dans les régions 1 et 2 en 1968 s'élevait à 619,700 barils.

La région 1 comprend les provinces de l'Atlantique et la région 2, la province de Québec et la partie de l'Ontario située à l'est de la ligne de démarcation de la vallée de l'Outaouais.

LES BÉNÉFICES AVANT L'IMPÔT DES SOCIÉTÉS CANADIENNES

Question n° 1906—M. Skoberg:

A combien s'est élevée l'augmentation globale et procentuelle des bénéfices avant l'impôt, déclarés par les sociétés canadiennes en 1967 et 1968?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Selon les estimations, les bénéfices avant l'impôt des sociétés